Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger

Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger

Band: 50 (2023)

Heft: 1

Rubrik: Sélection : Julia Steinberger

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 30.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Julia Steinberger



L'automne dernier, des activistes ont bloqué dix routes urbaines très fréquentées en Suisse. Nommé «Renovate Switzerland», leur mouvement exige la rénovation énergétique d'un plus grand nombre de bâtiments, une mesure de protection du climat qu'il estime rapide à mettre en œuvre. Le blocage des routes visait à attirer l'attention sur la question. À Berne, une climatologue mondialement reconnue a pris place sur l'autoroute dans un gilet orange. Elle se nomme Julia Steinberger, a 48 ans et enseigne l'économie écologique à l'Université de Lausanne (UNIL). «L'habitabilité de notre planète est détruite sous nos yeux, dit-elle, nous devons donc tout faire pour sauver notre avenir.» Quand la police est arrivée, Julia Steinberger a collé ses mains sur l'asphalte. Elle a été emmenée avec rudesse. L'action, non dénuée de danger, a duré une demi-heure, bien moins que l'émoi qu'elle a suscité ensuite. C'était calculé. Mais, dans les cercles politiques, le comportement radical de la scientifique est parfois vertement critiqué. Il ne conviendrait pas à une fonctionnaire d'État. Les médias aussi se sont interrogés: ne faudrait-il pas séparer la recherche et l'activisme? Réponse de la Genevoise: voilà assez longtemps que les scientifiques livrent des faits. Elle a travaillé elle-même sur le rapport publié par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) en 2022. Elle note que les avertissements des chercheurs n'ont pas eu d'écho suffisant et pense qu'il faut désormais agir autrement pour que les gens prennent conscience de l'urgence. Pour elle, la «désobéissance civile» est légitime. L'UNIL n'interdit pas à sa professeure de manifester. Ainsi, Julia Steinberger est devenue le gage de sérieux du mouvement climatique en Suisse. SUSANNE WENGER

Le canton de Bâle-Ville devient un pionnier du climat

Le canton de Bâle-Ville entend atteindre la neutralité climatique d'ici 2037, c'est-à-dire l'objectif de zéro émission nette de gaz à effet de serre. C'est ce qu'ont décidé les habitants du canton dans les urnes en novembre 2022. Bâle-Ville devient ainsi un pionnier du climat, car il s'agit de l'objectif le plus ambitieux jamais décidé sur le plan politique en Suisse. Sur le plan national, l'horizon est 2050. La ville de Zurich, par exemple, veut atteindre la neutralité climatique en 2040, et Berne en 2045.

Le Conseil fédéral prolonge le statut de protection S

Une fin rapide de la guerre en Ukraine ne pouvant être escomptée, le Conseil fédéral prolonge le statut de protection S pour les réfugiés ukrainiens. Au début, il avait été décidé de leur assurer protection et soutien pendant un an, c'est-à-dire jusqu'en mars 2023. Mais les mesures de soutien sont désormais prolongées d'un an. (MUL)

Des pertes de plusieurs millions pour les CFF

Les Chemins de fers fédéraux (CFF) produisent une grande partie de l'électricité qu'ils consomment dans leurs propres centrales hydroélectriques. En raison de l'extrême sécheresse, les CFF ont cependant dû acheter de grandes quantités d'énergie cette année et ils s'attendent à une perte de 180 millions de francs pour 2022. La forte hausse des prix de l'énergie, due à la guerre en Ukraine, impacte donc lourdement l'entreprise ferroviaire. (MUL)

Le Valais dit «oui» au suicide assisté en EMS

Le suicide assisté est autorisé en Suisse. Cependant, en Valais, canton catholique et conservateur, de nombreux établissements médico-sociaux (EMS) l'interdisaient. Une décision populaire cantonale vient à présent corriger cela. Plus de 75 % des citoyens ont approuvé l'exigence de rendre le suicide assisté possible dans les EMS valaisans.

Les Vert'libéraux font de la pub pour l'EEE

Les relations non clarifiées, non réglementées et, par conséquent, de plus en plus troubles entre la Suisse et l'Union européenne (UE) font naître des appels en faveur d'autres voies. Ainsi, le Parti vert'libéral (PVL) a-t-il défendu en décembre l'adhésion à l'Espace économique européen (EEE). Pour rappel, la Suisse avait rejeté de très peu un projet d'adhésion à l'EEE en 1992. Le PVL souligne que la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein, pays nonmembres de l'UE, vivent très bien au sein de l'EEE, mais que la Suisse, en revanche, n'avance pas dans ses négociations sur un accord-cadre avec l'UE et se perd dans les détails. L'adhésion à l'EEE offrirait en revanche à la Suisse une solution rapide et stable à long terme, affirme le PVL, car elle a été négociée et couvre l'ensemble du marché intérieur au-delà des bilatérales. Reste à savoir si la Suisse serait la bienvenue au sein de l'EEE.